

Le contrat social et la cohésion sociale au service de la démocratie

Jean-Michel Reynaud

DANS **HUMANISME 2011/4 N° 294**, PAGES 48 À 52

ÉDITIONS **GRAND ORIENT DE FRANCE**

ISSN 0018-7364

DOI 10.3917/huma.294.0048

Date de mise en ligne : 01/02/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-humanisme-2011-4-page-48?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Grand Orient de France.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LE CONTRAT SOCIAL ET LA COHÉSION SOCIALE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE

Jean-Michel REYNAUD

De la philosophie à la construction politique, de la sagesse à la vie de la cité, du contrat social à la cohésion sociale, le contrat social est au cœur de la démocratie. La cohésion sociale est une notion dont le constat est devenu une donnée de la démocratie. Éloignée du concept marxiste, la cohésion sociale est un indicateur de la participation active des citoyens. En fait, c'est d'un nouveau pacte social dont les citoyens ont besoin, pour établir, garantir et stabiliser la cohésion de la société.

Du Léviathan au Contrat social, de Hobbes à Rousseau

Le contractualisme est un courant de philosophie politique qui lie par contrat, comme son nom l'indique, les hommes à la société ou à l'État dans lequel ils vivent. Le contrat social a permis la continuité de la notion d'égalité politique, initiée par Solon au v^e siècle avant l'ère moderne, et théorisée dès le xvii^e siècle par Thomas Hobbes (*Le Léviathan* en 1651) et John Locke (*Second Traité du Gouvernement civil* en 1690), puis au siècle suivant par Jean-Jacques Rousseau (*Du Contrat social* en 1762). Pour Hobbes, c'est établir la paix et le bonheur, et comme l'état de nature est un état d'insécurité perpétuelle dont les hommes cherchent à sortir, il faut assurer la sécurité même en aliénant les libertés individuelles. Pour Locke, l'État est là pour garantir et sauvegarder la liberté et la propriété privée, il est d'essence libérale ; il est là pour minorer les conflits sociaux. Pour Rousseau, l'homme est bon, mais c'est la société qui le corrompt ; il faut rendre le peuple souverain, c'est le sens de l'intérêt général et le contrat est d'essence démocratique.

La cohésion sociale – terme utilisé pour la première fois en 1893 par Émile Durkheim, sociologue et philosophe français – c'est l'état d'une société dont les membres sont unis par des valeurs communes ou des règles de vie communes acceptées par tous. Ce niveau de mesure de l'intégration des individus, c'est celui de l'intensité du



John Locke (1632-1704). Philosophe prônant une Europe rationaliste.
Son influence sera considérable sur les philosophes des Lumières.

lien social. Introduit par la Commission européenne en 1980 à propos des fonds structurels puis dans les objectifs de Lisbonne en 2000 du conseil de l'Europe, la cohésion sociale a été dotée d'une stratégie puis d'une direction générale avec comme objectif le lien entre les peuples, la garantie du bien-être pour tous en évitant les disparités, la lutte contre les inégalités et les exclusions, l'équité dans l'accès aux droits, la dignité, l'autonomie. Cela se situe dans le droit fil de ce que Jean-Jacques Rousseau pensait en évitant que les inégalités deviennent trop criantes, pour assurer le bon fonctionnement de la société avec la participation active des citoyens ; c'est aussi une garantie de l'atténuation des éventuels conflits sociaux que l'on trouve chez John Locke, philosophe anglais précurseur des Lumières, un des fondateurs du libéralisme et de la notion de l'État de droit.

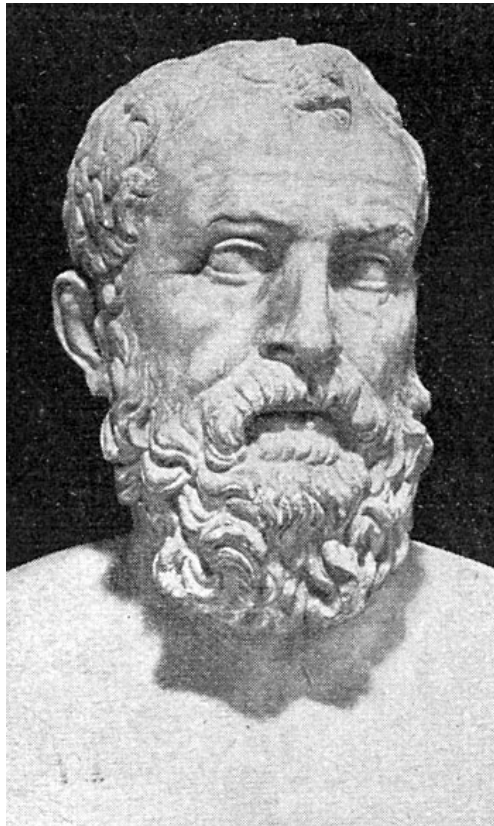
Du respect des normes aux valeurs de la République

C'est parce que les inégalités étaient insupportables que les peuples se sont rebellés dès la fin du XVIII^e siècle en France, faisant naître alors le citoyen, et mettant en avant

la liberté et l'égalité. C'est par le respect de ces valeurs et de ces normes communes que la révolution française de 1789 a construit une autre organisation de la société, et assuré la cohésion du peuple.

La république est une organisation de la vie en commun fondée sur la souveraineté de la loi, édictée en vue de l'intérêt général. Aristote l'identifie au gouvernement constitutionnel. Ce gouvernement est caractérisé par la prise en compte, lors de l'organisation et de la distribution des pouvoirs, des principaux éléments de la cité que sont l'excellence, l'égalité et la liberté. Plus tard, Rousseau estime que « tout gouvernement légitime est républicain », entendant par là qu'il s'agit moins d'une forme de gouvernement (démocratie, aristocratie, monarchie) que d'une constitution politique dans laquelle le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif sont distingués. Kant identifie la République à l'idée de la raison pure, régulatrice pour la pratique, dont les conditions constitutives sont la liberté, la dépendance à l'égard d'une législation commune et l'égalité des citoyens.

Une égalité qui doit assurer certes le pacte social, mais aussi la cohésion entre tous



Solon (- 640 vers - 558 avant JC).

Homme d'État, poète et législateur, il est considéré comme l'un des instigateurs de la démocratie.

les citoyens. Et c'est quand cette égalité est mise à mal que, comme l'a suggéré avec beaucoup d'acuité, la philosophe et politologue Wendy Brown à propos du néolibéralisme envisagé comme pratique politique et mode de gouvernance, que nous sommes confrontés comme aujourd'hui à un processus de « dé-démocratisation » à l'intérieur même de la démocratie. La rationalité politique néolibérale mettrait en danger la logique citoyenne propre à la démocratie. Alors, pour mesurer la perte de cohésion, il faut se poser la question de savoir à quel niveau de dissolution de l'esprit démocratique sommes-nous aujourd'hui confrontés avec la mondialisation, la crise économique et sociale, la montée de l'individualisme, la perte du sens de la responsabilité collective et du bien commun ?

Re-politiser et responsabiliser

Malgré le fait que l'on soit confronté à une dépolitisation de la démocratie, il faut tout faire pour la re-politiser ; cela implique que progressent en même temps la qualité de la régulation démocratique et l'attention à la construction démocratique. « L'Homme est par nature politique » disait Aristote. Il faut redonner de l'envie pour la « res publica », il faut réaliser « le principe de responsabilité » énoncé par Hans Jonas, car il y a aussi une responsabilité démocratique. Cela conduit à reconsidérer le terme même de démocratie. Il faut saisir la démocratie dans toute sa complexité et bien la comprendre puisqu'elle est séparément et/ou simultanément de l'ordre d'une activité civique, d'un régime, d'une forme de société et d'un mode de gouvernement. Il s'agit d'une nouvelle notion de citoyenneté partagée, avec une grande partie consacrée aux métamorphoses de la démocratie au XXI^e siècle. Les récents mouvements mondiaux des « indignés » en sont une bonne illustration, ils nous interpellent de manière juste en posant des questions que tous les citoyens se posent car la jeunesse représente ce que sera la société de demain. Nous avons un engagement moral à son égard. Quand une société ne permet plus à sa jeunesse d'y occuper la place qui lui revient, cette société se trouve en danger, car sa construction et sa régénération ne sont plus assurées. L'humanité est, depuis toujours, une succession de générations par lesquelles la civilisation s'est construite. C'est avec cette conscience de transmission que l'humanité se reconnaît, perdure et évolue en vue d'un destin commun, où le progrès, valeur maîtresse, est le moteur de toute vie.

C'est pourquoi, tout en désirant être pragmatique, il faut aspirer à l'élaboration d'un monde démocratique plus juste et « meilleur ». La liberté est plutôt liée au principe de la souveraineté du peuple qui s'énonce par la voie du suffrage universel ; l'égalité ne pouvant être absolue, on s'efforce de mettre les individus dans une position d'« égale inégalité pour tous » ; la démocratie politique n'atteint jamais ses fins, elle implique qu'on parvienne à une attitude et une morale qui vont engendrer une modernité plus fraternelle et plus pragmatique. C'est le moment de reconsidérer, comme firent les Athéniens du VI^e siècle avant l'ère moderne, la façon de nous organiser et ainsi d'assurer l'unité de notre société. Est-il nécessaire d'envisager une réforme politique qui aboutira à une nouvelle notion de la République moderne ? Se poser la question en ces termes est déjà un élément de réponse.

Un pacte pour retrouver de la cohésion sociale

Même si les choses se sont incroyablement complexifiées depuis une vingtaine d'années, il n'est jamais inutile de se remémorer les points capitaux de notre histoire sous l'angle de l'unité et de la cohésion citoyenne. Dans les heures noires de l'occupation allemande est né au milieu de l'année 1943 le Conseil national de la Résistance ; et c'est le programme établi par les différentes composantes de ce Conseil qui a assuré, certes la reconstruction à la fin de la guerre, mais aussi – et peut-être même surtout – la cohésion du pays. Ce programme était politique, social et économique ; il établissait, notamment, le suffrage universel, organisait la sécurité sociale pour tous et mettait en place des réformes économiques dont les plus nécessaires étaient les nationalisations.

Ce programme commun, c'était l'espoir de la construction d'un monde nouveau et meilleur. Un programme qui était un véritable pacte conclu entre toutes et tous, qui assurait une véritable cohésion sociale. Et c'est de cela que nos sociétés ont urgemment besoin aujourd'hui. De sentir que, face à l'adversité, on réintroduit de l'égalité et de la solidarité, que l'unité d'un peuple se fait autour de sa citoyenneté. Sinon, on assistera à de grandes ruptures qui se feront dans le sang et dans les larmes, et qui – en plus de son caractère très douloureux – feront perdre beaucoup de temps et d'énergie. Les « choses publiques » méritent plus ; sans grandiloquence exagérée, il faut mettre en place plus de liberté, plus d'égalité et plus de fraternité. Ce n'est pas à proprement parler un problème de camp politique à choisir, mais de pure politique à mettre en place. Une politique pour les citoyens et par les citoyens. En fait, un nouveau pacte social, celui d'établir, garantir et stabiliser la cohésion sociale.



La sécurité sociale pour tous, principe issu du Conseil National de la Résistance.